

Lobbying influenza. Les ministres de la santé et les lobbies. Partie 2, 1997-2004

Suite de la série sur les ministres de la santé et l'influence des lobbies industriels et corporatistes sur leur manière de pratiquer la politique. Aujourd'hui, les années allant de 1997 à 2004.

Bernard Kouchner. Du 5 juin 1997 au 7 mai 2002, avec une parenthèse entre juillet 1999 et février 2001 où Dominique Gillot prend les responsabilités du ministère. Avant d'être le ministre des affaires étrangères de Nicolas Sarkozy jusqu'au remaniement de 2010, Michèle Alliot-Marie prend sa place devenant la seule femme à avoir été ministre de la défense, de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères, Bernard Kouchner a d'abord été ministre de la santé. L'un des hommes politiques les plus populaires a vu son auréole ternie par [l'affaire Total](#). En tant que consultant, il rédige un rapport sur les pratiques de l'entreprise pétrolière en Birmanie sujet à une vive polémique dont il se défendra différemment selon sa position politique du moment parfois attaqué par ses anciens collègues sur d'éventuels conflits d'intérêts.

[dailymotion][http://www.dailymotion.com/video/x9cm9i_birmanie-kouchner-ex-rapporteur-pou_news/\[dailymotion\]](http://www.dailymotion.com/video/x9cm9i_birmanie-kouchner-ex-rapporteur-pou_news/[dailymotion])

[youtube][http://www.youtube.com/watch?v=I2rXBE0u4iE\[/youtube\]](http://www.youtube.com/watch?v=I2rXBE0u4iE[/youtube])

Ses activités de consulting lui auront d'ailleurs valu d'autres déboires, d'autant que l'ancien ministre des affaires étrangères aurait utilisé [le pouvoir de son poste](#) pour tenter de se faire payer des factures qui traînaient.

Dans l'affaire du Médiateur, Bernard Kouchner affirme qu'il n'était pas au courant dans un article [du Journal du Dimanche](#) « *Je n'ai jamais entendu parler du [Mediator](#) confie-t-il au JDD. Cette lettre adressée à Jean-René Brunetière [directeur général de l'Agence du médicament] publiée par Le Figaro, jamais je ne l'ai vue. Jamais Martin [Hirsch, qui dirigeait son cabinet] n'a entendu parler du Mediator, ni n'a vu cette lettre. Martine [Aubry] n'avait aucune raison d'en entendre parler. C'est une lettre d'alarme et l'alarme n'a pas fonctionné. C'est lamentable. Il faut attendre le rapport de l'Igas, il faut savoir qui a reçu cette lettre, qui l'a lue.* »

Il participe également à l'université d'été de Pharmaceutique dans le Lubéron, en bonne compagnie.

Dans son livre, « [Profession corrupteur](#) », [Roger Lenglet](#) indique, page 134, que Bernard Kouchner, après l'échec de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002, dont il pense que cela le laisse sur le carreau, « se rapproche, écrit Roger Lenglet, de son ami Daniel Vial, un lobbyiste très respecté, un des fondateurs du Quotidien du médecin. Daniel Vial dirige maintenant (NDLA : le livre sort en 2007) la revue Pharmaceutiques, proche des laboratoires. Une très grosse pointure qui a recasé du beau monde. Il a même aidé d'anciens dirigeants de l'Agence du médicament à se reconverter. ».

L'ancien ministre aurait également joué de son influence, directement ou non, afin que sa compagne, [la journaliste Christine Ockrent](#), obtienne le poste de directrice de France Monde, l'organisme d'Etat qui chapeaute l'audiovisuel français pour le reste du monde.

Enfin, Bernard Kouchner est également le frère de [Gérard Kouchner](#) *Président du pôle éducation et communication de [Medimedia](#) un groupe qui publie nombre de revues à destination des professions médicales, dont le Quotidien du Médecin, tiens*, mais on ne choisit pas sa famille, ni les trottoirs de Paris, de Manille ou d'Alger pour apprendre à marcher.

A la décharge de Bernard Kouchner, il faut ajouter qu'en tant que ministre il aura mis en place avec d'autres, les premières instances indépendantes d'évaluation des risques sanitaires.

Jean-François Mattéi. Du 8 mai 2002 au 31 mars 2004.

Le ministre de la santé de Jean-Pierre Raffarin n'aura pas survécu à la canicule de l'été 2003. [Ce spécialiste de la bioéthique](#) dont il a été l'un des instigateurs des lois françaises qui représentent une avancée considérable dans l'encadrement des pratiques médicales liées aux progrès techniques et scientifiques dans le domaine du vivant, aura surtout fait l'objet de critique concernant ses positions face à la lutte contre l'alcoolisme. Ainsi en 2003, dans [le Monde](#) « Les spécialistes des addictions ont d'abord été choqués par les déclarations du ministre de la santé, Jean-François Mattei, parlant d'une " mode" pour évoquer l'intégration de l'alcool et du tabac dans le champ des drogues, approche prônée par le rapport Roques et mise en oeuvre par la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) entre 1999 et 2002. " Sur cette même question, il est également remis en cause par la députée verte [Martine Billard](#) Il n'aura également pas résisté aux souhaits des professions médicales de voir [le prix de leur consultation](#) réexaminé de manière notable durant son passage au ministère de la santé.

On lira également avec intérêt [la synthèse](#) de l'association « Adéquations » sur le thème « Lobbying : et notre santé ? Et celle de la planète ? »

Et cette vidéo à propos du livre de Philippe Pignarre sur "Le grand secret de l'industrie pharmaceutique".

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/xg7cnk_le-racket-pharmaceutique-2-2_news[dailymotion]